



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau de l'environnement et des affaires foncières

**Arrêté de mise en demeure du 08 OCT. 2013**  
**concernant la carrière d'ardoises exploitée par la SARL Ardoisière de Dourgne**  
**au lieu-dit *Limatgé* sur le territoire de la commune de Dourgne**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
Chevalier du Mérite agricole,

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.516-2 ;
- Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2012 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2013 portant délégation de signature à Monsieur Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 décembre 2004 à la SARL *Ardoisière de Dourgne* pour l'exploitation de la carrière d'ardoises du lieu-dit *Limatgé*, sur le territoire de la commune de Dourgne ;
- Vu le rapport du 6 juillet 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Midi-Pyrénées ;
- Vu le rapport du 9 septembre 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Midi-Pyrénées ;

Considérant que lors de la visite du 29 juin 2011, l'inspecteur des installations classées a constaté des manquements aux dispositions des articles AP 1, AP 6, DG 7 et DG 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL *Ardoisière de Dourgne* de respecter les dispositions des articles AP 1, AP 6, DG 7 et DG 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

.../...

Considérant que les garanties financières de l'exploitation vont échoir le 26 décembre 2013 et que ces dernières auraient dû être renouvelées au moins six mois avant leur échéance ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

### **arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : La SARL *Ardoisière de Dourgne* est tenue de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Article 2** : La SARL *Ardoisière de Dourgne* est tenue d'interdire l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation par une clôture efficace d'une hauteur minimale de deux mètres ou tout autre dispositif reconnu équivalent par l'inspection des installations classées.

**Article 3** : La SARL *Ardoisière de Dourgne* est tenue de signaler le danger par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones dangereuses visées à l'article 2 ci-dessus.

**Article 4** : La SARL *Ardoisière de Dourgne* établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000<sup>e</sup> ou à plus grande échelle, sur lequel figurent :

- les limites du périmètre de l'autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ;
- les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ;
- les cotes NGF des différents points significatifs ;
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ;
- la position des ouvrages à préserver.

**Article 5** : La SARL *Ardoisière de Dourgne* est tenue de renouveler immédiatement les garanties financières de son exploitation.

**Article 6** : L'exploitant devra satisfaire aux dispositions des articles 1 à 4 ci-dessus dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 7** : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans ce délai de 2 mois, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'exploitant encourt les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL *Ardoisière de Dourgne*, et dont une copie est déposée à la mairie de Dourgne pour être communiquée sur place à toute personne qui en ferait la demande. Une copie de cet arrêté est transmise pour information au sous-préfet de Castres.

Albi, le 08 OCT. 2013

Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,

Hervé TOURMENTE

Délais de recours : Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

